

Thème : Quelles sont les urgences environnementales dans votre pays ?

Titre : Cameroun : Une société ourdie aux aléas de son environnement et qui se veut tributaire de ses exigences

L'environnement en général prédispose l'être à plus de flexibilité, d'ajustement et même augure certains changements et transformations. Au vue de chaque écosystème, cette pertinence inconditionnelle de la nature, émet sans contexte l'originalité d'une parcelle de terrain, d'un pays où même d'un continent. Le Cameroun, pays d'Afrique Centrale regorgeant sensiblement de plus de 254 ethnies, s'intègre de ses acquis sans préalable et perçoit simultanément les affres interchangeables de ses saisons (sèche et pluvieuse). Le climat étant en grande partie l'une des phases de cette dénivellation entre cette biocénose et de son biotope, l'environnement est le plus souvent menacé par le non respect des préceptes étatiques et les mauvaises habitudes des populations vivant dans les dix régions que comptent ce pays.

A cet effet, les ODD (Objectifs de Développement Durable), les Organismes de protection de la nature et de l'environnement, Le MINEPDED (Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable), les associations sur le terrain, et autres Mouvements agissent régulièrement dans une mesure de sensibilisation des populations. Le Cameroun demeure un des pays les plus diversifiés de par sa nature avec des zones sahéliennes et équatoriales d'où ce surnom « *d'Afrique en miniature* ». Toutefois, de nombreux manquements se font ressentir face à ces nombreux décalages de la nature et ces crises qui sévissent dans certaines régions. D'où cette problématique incessante à savoir : ***Quelles sont les urgences environnementales du Cameroun ?***

Il faut noter que le Chef de l'Eta S.E. **Paul Biya** par la Loi-cadre relative à la gestion de l'Environnement du 05 août 1996, de l'Article 2 (alinéa 1 et 2) a indiqué que : « *L'Environnement constitue en république du Cameroun un patrimoine commun de la nation. Il est une partie intégrante du patrimoine universel. Sa protection et la gestion rationnelle des ressources qu'il offre à la vie humaine sont d'intérêt général. Celles-ci visent en particulier la géosphère, l'hydrosphère, l'atmosphère, leur contenu matériel et immatériel, ainsi que les aspects sociaux et culturels qu'ils comprennent* ».

Une structuration peu conventionnelle d'un environnement interchangeable

L'année 2020 a particulièrement été touchée par la pandémie de Coronavirus (Covid-19). Certes des mesures édictées par le Gouvernement ont été mise sur pied **avec le respect scrupuleux du port du masque de protection (Cache-nez), de l'usage du Gel Hydro-alcoolique, du lavage des mains avec de l'eau coulante et du savon, de la distanciation sociale** entre autres. Néanmoins ces mesures ne sont pas toujours respectées avec certaines appréhensions des communautés qui stigmatisent cette « maladie venue d'ailleurs » de peu commode et qui peut être soignée avec la médecine locale (médecine traditionnelle).

Par ailleurs, le Ministre de la Santé Publique le Dr Malachie Manaouda en date du 24 décembre 2020, a précisé que les statistiques ne cessent d'augmenter avec ces chiffres : **Cas**

confirmés : 26 277, Cas décès : 446, Rémissions : 24 892, Cas actifs: 939 dont 46 en UPEC et 01 sous oxygène, Taux guérison : 95 %, Taux létalité : 1,6 %, Taux sévérité : 0,1 %, Taux occupation lits : 1,4 %.

Au mois d'août à Septembre 2020, le Cameroun a été en proie à des inondations dans la région du Littoral et dans la région du Grand Nord (Septentrionale). Des habitations construites en zones marécageuses, parfois sans avoir un permis bâtir ou une autorisation d'un architecte ou d'un géomètre ont prédisposé les populations à ces inondations de masses qui ont par la suite causés des désastres matériels, propageant en retour de nombreuses épidémies dû aux eaux souillées de ruissellement, et aussi de nombreux décès de suite de noyade. La ville de Douala à caractère inondable au mois d'août 2020, a déplacé près de 5000 personnes et bénéficie actuellement du Programme de Résilience des Villes acté par la Banque Mondiale.

Cependant le projet qui nécessite **un financement afin de recevoir un appui technique dans le but d'évaluer l'impact de ces inondations, et de renforcer leur capacité à utiliser des approches de collecte de données ouvertes, collaboratives, et économiques pour la gestion des risques de catastrophe**, est malheureusement encore en cours d'étude, car le processus n'est pas encore effectif.

La région de l'Extrême-nord quant à elle a également été frappée par des inondations en cette même période. La ville de Maroua et ses environs (villages) a vu de nombreuses habitations, des infrastructures (routes, Ponts...) détruites par les eaux et les populations vivant dans une extrême pauvreté livrées à elles-mêmes. La plupart des maisons détruites étant des cases et des maisons sur pilotis, ces habitations qui n'ont pas souvent de bons systèmes d'irrigation et d'aération des eaux, inondent instantanément ces localités encore mal régentées par la gestion des Communes.

Les communautés dormant sans protection et à la belle étoile, le Gouvernement Camerounais a dû intervenir d'urgence en offrant des kits de survie contenant des denrées alimentaires, des produits de premières nécessité, des sacs de couchages et des matelas. Est-ce à dire que les pouvoirs publics ne sont intervenus qu'après les alertes des communautés ? Ou encore serait-ce la négligence de ces derniers face à la précarité et la pauvreté et aux attaques de la secte islamique Boko Haram dans le Nord du pays, qui par mégarde les auraient poussés à construire des habitations vétustes ? Nul ne saurait prédire cet effet de la nature qui semble dicter sa loi.

La pandémie de Coronavirus a également mis en berne de nombreuses activités, notamment en culture. Les concerts et spectacles ont été annulés, les salles de cinéma fermées, certaines mesures ont été prises comme celles de porter des masques dans les transports en commun et de diminuer le nombre de clients dans chaque véhicules de transports (Bus, Taxis, Cars, Mototaxis, voitures personnelles...). En outre, **ces mesures ne sont pas toujours respectées, peut-être par manque d'information pour toutes les couches sociales, par manque d'éducation et même par refus de certaines communautés et ethnies d'adhérer à ce nouveau style de vie.**

Les mesures d'assouplissements indiqué par le Premier Ministre Chef du Gouvernement, Tchief Dr **Joseph Dion Ngute** (01 mai 2020) peut-on dire, aura libéré certains individus car la réouverture des Bars, Restaurants, Hôtels et autres endroits de divertissements aura cédé la place à l'insoumission et l'insouciance, laissant libre court à plus de contamination. L'espoir demeure encore sur **l'acceptation du vaccin contre la COVID-19**.

Une approche quelque peu résiduelle vers une nouvelle dynamique

Les FDS (Forces de Défenses et de Sécurités) sur le terrain pour la lutte contre Boko Haram et la crise dans les régions du NOSO (Nord-Ouest et Sud-Ouest), sont des plus déterminantes, malgré les nombreuses pertes en vies humaines, de nombreux déplacés internes et les décapitations des communautés environnantes (et filmées) par les terroristes sécessionnistes. Un Grand Dialogue National (du 30 septembre au 04 octobre 2019) a été organisé par le Chef de l'Etat à Yaoundé, afin de trouver des solutions à cette crise qui ne cesse de s'empirer depuis de nombreuses années.

Il est ressorti comme l'une des recommandations, **l'implémentation d'un « statut spécial » en zone dite anglophone** qui a été mise sur pied ainsi que le processus de décentralisation qui a également été mis en exergue avec le transfert de compétences à **travers l'organisation de la toute première élection des Conseillers Régionaux le 06 décembre 2020**.

La gestion de l'entreprenariat quant à elle à vu plusieurs changements et mutations avec l'implémentation de l'initiative « **Youth Conekt Cameroon** » par le Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique qui a connecté de nombreux jeunes entrepreneurs et porteurs de projets. La Covid-19 ayant ralenti de nombreuses avancées, les programmes se font progressivement. Le Ministre de la Jeunesse **Mounouna Foutsou** a ainsi pu parcourir toutes les dix régions pour cette implémentation et aussi pour la répartition **du « Plan Triennal Spécial-Jeunes »**. Les défis sont encore énormes pour le Cameroun, néanmoins la lanterne du développement et l'appropriation du changement de comportement et du vivre ensemble semble animer une bonne partie des citoyens Camerounais.

Odile Pahai